

PIMENT ROUGE



JOURNAL DES ELU·E·S COMMUNISTES RENNAIS·E·S
www.eluscommunistesrennais.org

Prix : 0,20 €



NOTRE VILLE

Rénovation urbaine : 150 millions d'euros supplémentaires pour les quartiers populaires P.5



ACTION SOLIDARITÉ

La Maison des femmes Gisèle Halimi va ouvrir P.7

Du nom de Gisèle Halimi, infatigable militante féministe et anticolonialiste, cette Maison des Femmes sera un lieu de soins, d'accueil et d'écoute ouvert à toutes les femmes victimes de violences et à leurs enfants ; un guichet unique où elles trouveront un appui à la fois médical et social...

PORTRAIT

Guislaine David, une enseignante face aux ministres P.8



Un mouvement social historique en réponse à une démocratie étouffée

Depuis 6 mois maintenant les Françaises et les Français se mobilisent massivement aux côtés des syndicats contre le report de l'âge de la retraite à 64 ans.

Pour seule réponse, Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité relative utilisent toutes les possibilités offertes par la V^{ème} République pour passer en force.

Jean-Luc Richard, docteur en sciences économiques et maître de conférences en sociologie et démographie à l'Université de Rennes 1, nous apporte son éclairage sur ce bâillonnement de la démocratie.

Pour Jean-Luc Richard, même si le Conseil constitutionnel a jugé recevable l'utilisation des articles 47.1 et 49.3 de la constitution par le gouvernement, on ne peut que relever le caractère inédit de cette entrave au déroulement d'un débat parlementaire.

Il aurait pu être considéré que la somme des procédures utilisées par le gouvernement traduisait une volonté de ne pas permettre à l'Assemblée nationale de réellement délibérer, jusqu'au bout, sur le projet de loi « Retraites ».

LE RETOUR EN FORCE DES SYNDICATS EST UNE BONNE NOUVELLE

Cette offensive se fait une nouvelle fois contre des conquits sociaux obtenus par les luttes syndicales, opposant de fait cette démocratie politique qui conforte le pouvoir libéral à la démocratie sociale revendiquée par l'histoire du mouvement ouvrier.

Jean-Luc Richard souligne le caractère remarquable de l'unité du mouvement syndical, encore visible début juin : « Ça

fait longtemps qu'on n'avait pas vu un tel mouvement social où des syndicats jouaient un rôle important, en étant unis dans beaucoup de villes petites et moyennes. Ces périodes de mobilisation favorisent l'adhésion aux syndicats, et c'est une très bonne chose. La force et la présence des syndicats de salariés sont des éléments positifs dont le rôle va au-delà des simples représentations et négociations sociales dans les instances de discussions et de négociations. Cela irrigue les prises de consciences citoyennes ».

Les deux quinquennats d'Emmanuel Macron s'inscrivent dans une certaine continuité, et notamment avec le mandat de François Hollande qui lui-même n'avait pas respecté sa promesse de combat contre la finance.

Selon Jean-Luc Richard : « Il est évident que le quinquennat de François Hollande a été un quinquennat d'abandon des promesses électorales de 2012. Surtout, il a été décisif dans la préparation de la politique menée actuellement.



Emmanuel Macron à l'Élysée, Élisabeth Borne à la direction du cabinet de Ségolène Royal, Olivier Véran à l'Assemblée nationale, Jean-Yves Le Drian, et tant d'autres vivent ou ont vécu leur engagement macroniste dans la continuité de l'action politique qui a été la leur entre 2012 et 2017. Le Parti socialiste, en choisissant la NUPES, a tourné la page et redevient fidèle à la stratégie d'union de la gauche qui fut celle de François Mitterrand (à minima parfois) et de Lionel Jospin (notamment dans la période 1997-2002) ».

UN REFUS D'ÉCOUTER QUI PASSE MAL

Le refus d'écouter la parole du peuple brise la vitrine du discours libéral qui assure jouer le jeu de la démocratie mais refuse d'en reconnaître les résultats quand ils sont contraires aux intérêts de la classe dominante. Les conséquences sont visibles à chaque élection, entre les hauts niveaux d'abstention, la progression de l'extrême droite et les vagues de démissions d'élus une fois les élections passées.

Un mouvement que Jean-Luc Richard ne juge pas irrémédiable : « Que vont penser les Françaises et Français qui auront passé des dizaines de journées à manifester, à protester ? C'est encore un peu tôt pour le dire. Cependant, il existe des espoirs. Après des années de coronavirus où les gens n'ont pas pu vraiment se rencontrer, discuter, débattre, ce grand mouvement social, ça recrée de la vie sociale, dans les entreprises et les administrations. Tout cela donne de l'espoir sur le long terme ».

Droits des Femmes : Aucune grande avancée ne peut se faire sans plus de la moitié de l'humanité

De l'égalité en droit à l'égalité réelle il y a un pas, qui paraît infranchissable tant l'air du temps ne s'y prête qu'assez peu. Les femmes ont le droit de vote depuis 1945 en France et pourtant le pouvoir reste extrêmement masculin, que ça soit dans nos institutions politiques ou dans le monde de l'entreprise.

Entre les reculs violents des droits fondamentaux des femmes en Afghanistan, la remise en cause du droit à l'IVG aux États-Unis et des chaînes d'informations françaises qui véhiculent à l'envi les discours réactionnaires, les droits des femmes acquis historiquement par d'importantes mobilisations sont remis en questions partout sur la planète. Pourtant dans le même temps, un puissant mouvement de libération de la parole des femmes et emmené par la vague #MeToo a vu le jour, il revendique une égalité réelle et la remise en cause du système patriarcal.

En moyenne et à temps de travail équivalent, les femmes gagnent 15% de moins que les hommes selon l'Observatoire des inégalités, et plus on progresse dans l'échelle des salaires plus cet écart s'agrandit. D'après le Haut-Conseil à l'égalité, 70% des travailleurs pauvres sont des femmes. Cette précarité économique accroît la vulnérabilité des femmes à toutes les violences alors même que leur rôle a été reconnu comme primordial sur le front de la pandémie.

La sortie du capitalisme et la lutte contre le patriarcat sont les deux jambes d'un même combat, celui pour l'égalité



« La Chorale Soror chante pour les droits des femmes le 8 mars 2019 ».

réelle. Les droits des femmes ne pourront s'épanouir que

dans une société pleinement démocratique et vice-versa, une

société n'est vraiment démocratique que si les droits de plus de

la moitié de la population y sont garantis.

Une république plus démocratique est possible

La V^{ème} république est à bout de souffle. Pour dépasser ses contradictions et remettre de l'oxygène dans notre démocratie de nombreuses pistes existent, en remettant le peuple au cœur du pouvoir politique.

La monarchie présidentielle est dépassée et avec elle le mythe du rapport immédiat entre le Président de la République et le peuple qui l'a élu, c'est ce qui transparaît des revendications démocratiques qui se sont agrégées à la mobilisation contre la réforme des retraites. Le monde du travail veut devenir pleinement partie prenante des grands choix qui engagent l'avenir du pays.

Aujourd'hui, l'Assemblée nationale n'est plus qu'une chambre d'enregistrement quand le gouvernement dispose de la majorité absolue et elle dysfonctionne quand cette majorité est relative. Dans un fonc-



tionnement normal, l'Assemblée nationale retrouve la maîtrise de son ordre du jour, l'article 49.3 n'est plus que de l'histoire ancienne, et ses représentants se font élire à la proportionnelle. D'une telle manière, chacun retrouverait son rôle avec un Parlement représentatif qui fait la loi, et un Gouvernement qui l'exécute.

Une telle nouvelle République s'appuie sur un élargissement de la démocratie et notamment en donnant le droit de vote aux

étrangers résidant en France, à celles et ceux qui payent des impôts, cotisent pour notre système de Sécurité Sociale, peuvent être condamnés et se mobilisent aussi lors des mouvements sociaux. Une question de cohérence et d'égalité d'accès aux droits.

Le Référendum d'Initiative Partagée permis par l'actuelle constitution est inutilisable tant ses conditions de mise en œuvre sont impossibles à réunir.

Bon nombre de réformes

majeures sur l'avenir économique et sociale du pays mériteraient pourtant une consultation par référendum des Françaises et des Français. Élargir la démocratie, c'est aussi leur donner la parole en dehors des périodes électorales.

Autant de pistes pour sortir par le haut de la crise de régime que nous connaissons, en hisant la démocratie à la hauteur des attentes qui s'expriment aujourd'hui et avec force.

Démocratie : Et les entreprises dans tout ça ?

Les limites de la V^{ème} République apparaissent aux yeux de toutes et tous, mais le monde de l'entreprise passe le plus souvent sous les radars alors qu'il s'agit du lieu où sont produites les richesses et où d'importantes décisions sont prises sur l'avenir économique et social du pays.

3 questions à Mathieu Cocq, responsable du Pôle économique de la CGT :

Piment Rouge : On évoque souvent le manque de démocratie dans les institutions de la V^{ème} République. Qu'en est-il dans le monde économique dont on parle assez peu ? Les entreprises sont-elles concernées aussi ?

Mathieu Cocq : Le manque de démocratie est perçu par nombre de concitoyens (et à raison) comme un enjeu absolument central. Mais la démocratie ce n'est pas seulement la cité, c'est aussi évidemment les entreprises et services ! C'est la raison pour laquelle il y a des élections professionnelles et des représentants du personnel, dont les prérogatives ont été largement rabougries à la suite de la mal nommée « loi travail ».

PR : « On travaille, on décide ». Pourquoi ne peut-on pas faire aussi simple ?

MC : On devrait pouvoir le faire ! C'est toute la question du « coût du capital » posée par la CGT. Le problème, ce n'est pas seulement les rémunérations des actionnaires qui s'envolent (leur poids dans le revenu global des entreprises a été multiplié par 2,7 en 20 ans), mais c'est aussi le constat sans cesse renouvelé qu'une minorité, parce qu'elle possède, décide pour l'écrasante majorité, celle qui travaille. Elle décide du contenu du travail, de son organisation, des choix d'investissement, de localisations et surtout de délocalisations... C'est avec ce régime économique là qu'il faut rompre.



« Mathieu Cocq, responsable du Pôle économique de la CGT ».

PR : Les entreprises reçoivent beaucoup d'argent public. Est-ce qu'il ne serait pas juste que les salariés, les citoyens, les élus soient un minimum associés à leurs gestions ?

MC : C'est une évidence ! Les aides publiques aux entreprises s'élèvent à plus de 200 milliards d'euros en 2021, soit trois

fois le budget de l'éducation nationale ! Le tout, pour l'essentiel, sans aucune contrepartie, et sans contrôle ! Il faut que les élu-es, qu'ils soient dans les entreprises, les collectivités ou à l'Assemblée, puissent contrôler strictement l'usage qui est fait des aides publiques, avec des conditions simples : emploi, réduction du temps de travail, hausse des salaires.

ÉDITORIAL



Yannick Nadesan
Adjoint à la Maire

Président
du groupe communiste

Face à l'opposition massive à la réforme des retraites, Emmanuel Macron et ses soutiens ont montré leurs véritables visages : celui de serviteurs zélés de la finance.

Ils l'ont d'ailleurs fait jusqu'à maltraiter comme jamais nos institutions républicaines, allant jusqu'à en faire un paillason quand elles sont en position d'être le relai démocratique de l'expression populaire. Après avoir refusé la tenue d'un référendum, ils nous ont même expliqué qu'il est antidémocratique d'abroger PAR UN VOTE une réforme qu'ils ont imposée... SANS VOTE !

Cette manière de gouverner est d'autant plus dangereuse qu'elle se réalise précisément au moment où l'offensive identitaire et décomplexée de l'extrême-droite est à l'œuvre. On le constate malheureusement désormais chez nous ou à côté avec les pressions et attaques subies par les élus de Callac et Saint-Brévin-Les-Pins qui se sont positionnés pour l'implantation d'hébergements solidaires sur leurs communes, mais aussi les intimidations et menaces portées contre les personnes transgenres, les dragqueens et les personnes homosexuelles.

Dans ce contexte inquiétant, les syndicats et leur unité ont montré la voie qui donne de la force au monde du travail et aux jeunes : la mobilisation dans l'action collective, unie et respectueuse des diversités sur des revendications concrètes pour redonner des droits aux travailleuses et aux travailleurs face aux actionnaires.

Cette voix de celles et ceux qui travaillent est d'autant plus à faire entendre dans un moment où la création de richesse et sa juste répartition sont des questions qui doivent urgemment se conjuguer avec la protection de notre environnement : Produire quoi ? Produire pour qui ? Produire comment ?

Des questions pour lesquelles les réponses concernent la société toute entière et qui touchent particulièrement l'agro-industrie et l'industrie automobile qui ont un rôle historique et d'avenir sur nos territoires.

Mais pas à n'importe quelles conditions.

L'actualité du fiasco industriel de Bridor à Liffré nous le rappelle. Ce projet ne servait pas la valorisation d'une agriculture locale, écologique et rémunératrice, on ne le regrettera pas alors qu'il ne respectait pas les enjeux basiques d'une alimentation de qualité accessible à tous. Il n'empêche, l'agriculture bretonne doit vivre et mener ses transitions écologiques, sociales et économiques et elle aura besoin pour cela d'un ensemble industriel... présent en Bretagne.

Autre exemple dans l'actualité locale : celui de la Janais et de PSA devenu Stellantis. Nous construisons dans notre métropole des voitures électriques et c'est une bonne chose quand on sait qu'il y a peu c'était la fin de la production qui était redoutée. Mais après tant d'argent public reçu et après tant d'argent versé aux actionnaires, il est juste que les salariés en premier lieu puissent être sécurisés dans des emplois en CDI sur site et bien rémunérés. Et puisque pour répondre à la crise du climat il faudra bien fournir au marché français une voiture électrique accessible financièrement au plus grand nombre, mobilisons-nous pour qu'elle soit produite en France.

Nos crèches brûlent et le Président de la République regarde ailleurs

Dans une tribune parue dans le journal *Le Monde* au mois de mai, des élus en charge de la Petite Enfance de toute la France alertent sur la pénurie de recrutement de professionnels diplômés et de l'impact de cette pénurie sur le bon fonctionnement des équipes dans les crèches.

« Les équipes sont à bout. Les congés maladie et les absences non remplacées sont légion. Le recours à des intérimaires ne suffit même plus. Nous déplorons des milliers de berceaux gelés, des réductions d'amplitude horaires mettant les familles en grande difficulté pour leurs activités professionnelles partout dans le pays ». Un constat général fait par les élus de toute la France

et qui questionne les annonces faites par le Président de la République de faire de la Petite Enfance un service public à l'échelle nationale et d'ouvrir 200 000 places supplémentaires en crèches. En effet, comment ouvrir de nouvelles places d'accueil quand les structures n'ont pas les moyens de maintenir ouvert les berceaux existants ?

Arnaud Stephan, conseiller municipal délégué à la Petite

Enfance nuance la situation pour la Ville de Rennes. « Aujourd'hui, grâce aux mesures de recrutement et de formation que nous avons mises en place la situation n'est pas aussi dramatique dans les crèches municipales de la Ville même si les effectifs peuvent se retrouver en tension ». Il tient tout de même à relayer l'alerte pour que l'État prenne la bonne mesure du problème. « Des propositions sont sur la table pour faire de la Petite Enfance un service public de qualité. Elles commencent par une augmentation des salaires, la création de dizaines de milliers de places de formation en France, la mise en place d'un plan de



Credit photo - Morgan Cochenne

« Arnaud Stephan, lors de la Journée pédagogique de la Petite Enfance ».

prévention de l'usure professionnelle... autant d'investissements nécessitant que l'État déploie des moyens importants, et qui in fine bénéficieront à l'ensemble de la société ».

Le Blizz : Une nouvelle offre adaptée au changement climatique

Bonne nouvelle pour les amatrices et amateurs de sensation de glisse et de patins à roulettes : la patinoire Le Blizz a acté la saisonnalité de ses activités et restera ouverte pendant l'été, sans glace, mais avec une nouvelle offre de loisirs.

Il s'agissait pour la patinoire de concilier les nécessaires économies d'énergie et de maintenir la vocation sociale et sportive d'un équipement très apprécié des Rennais et des Rennais, notamment par celles et ceux qui n'ont pas toujours les moyens de partir en vacances.

Avec cette nouvelle formule défendue par les élus communistes, une piste sera dédiée tout l'été au patinage sur roulettes et des activités ponctuelles seront organisées dans le cadre du dispositif « Cet été à Rennes ».

Une offre de loisirs toujours accessible avec la carte



Sortir ! qui permettra à chacun et à chacun de profiter

de la patinoire, avec ou sans glace.

14 Rennais-e-s soutenu-e-s pour préparer les Jeux 2024

À travers des contrats de parrainage et de marrainage, la Ville de Rennes a choisi de soutenir financièrement et pour la deuxième année consécutive les 14 sportives et sportifs de Rennes qui vont concourir aux Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Labélisée Terre de Jeux en 2021, Rennes encourage ses sportifs de haut niveau via une aide financière qui se porte à 3 500 € pour chacune et chacun des participants aux Jeux Olympiques et Paralympiques. Parbadminton, Kayak, Rugby, Natation paralympique... autant de disciplines pour lesquelles les athlètes rennais sont appelés à briller l'année prochaine et pour lesquelles

ils ont déjà commencé à s'entraîner.

Un soutien qui n'empêche pas la critique sur l'accessibilité de ces Jeux Olympiques et Paralympiques dont les prix prohibitifs pour les classes populaires et notamment pour les jeunes ne cessent d'être dénoncés. Les Jeux doivent rester une fête populaire, accessible au plus grand monde et non pas une fête réservée à une



Credit photo - Dimitri Roumagne

minorité des habitantes et des habitants du pays. Par ailleurs, les enjeux de sécurité auxquels doivent répondre les Jeux ne doivent pas non plus servir

d'excuse à l'expérimentation de nouveaux dispositifs de sécurité dont la dérive se voit déjà pour l'encadrement des manifestations syndicales et pacifiques.

DANS NOS QUARTIERS

L'École Toni Morisson va ouvrir ses portes

Les 14 classes de la nouvelle école Toni Morisson vont ouvrir en septembre prochain pour accueillir les jeunes élèves du quartier de Maurepas, à proximité des nouvelles stations de la ligne B du métro.



Un nom d'école choisi par les enfants du quartier, du nom de cette écrivaine afro-américaine Toni Morisson, militante antiraciste et Prix Nobel de littérature en 1993.

Saison 6 du Budget participatif : Place aux résultats

Rendez-vous incontournable des Rennaises et des Rennais, la saison 6 du Budget Participatif est close début juin par le vote des habitantes et des habitants sur les projets qui leur tenaient à cœur. Au total ce sont 108 projets qui ont été proposés au vote dans l'ensemble des quartiers de la ville.

Les résultats sont à retrouver sur le site de la Fabrique citoyenne : <https://fabriquecitoyenne.fr/>



La Tour Guérande a été refaite à neuf

Lors de son inauguration par Archipel Habitat à la fin du mois de mai, les premières clés des logements rénovés de la Tour Guérande ont été remises à trois familles du quartier. Une rénovation inscrite dans le cadre de la requalification du quartier de Maurepas, à deux pas du futur Musée des Beaux-Arts de Maurepas, de la future ludothèque et de la halte-garderie à venir.

Ce sont 82 logements qui y ont été refaits à neuf dont 23 en accession sociale.



Les 30 km/h se généralisent dans toute la ville

Dès 2024 la vitesse sera réduite à 30 km/heure sur la quasi-totalité des rues de Rennes. Une mesure prise pour faciliter la cohabitation entre piétons, voitures, cyclistes et limiter les risques d'accidents tout en luttant efficacement contre la pollution sonore et pour la préservation de la qualité de l'air.



Rennes Métropole s'engage pour l'avenir industriel de la Janais

Rennes Métropole confirme la vocation industrielle du site de la Janais dont la fermeture fut redoutée il y a quelques années, en y développant son Pôle d'excellence industrielle. Une impulsion donnée par la Métropole et axée autour des mobilités décarbonnées et de l'habitat durable.

Le maintien d'un appareil industriel sur le territoire de Rennes Métropole tourné vers la production de voitures électriques et pour lequel les communistes s'étaient mobilisés est une bonne nouvelle pour l'emploi et pour l'environnement. Yannick Nadesan, Président du groupe communiste de Rennes Métropole, rappelle que « les

ambitions industrielles doivent cependant s'accompagner de garanties fortes pour la pérennité des emplois, la qualité des conditions de travail et de la production. À Stellantis comme dans toutes les entreprises, les salariés ont leur mot à dire sur l'organisation du travail mais aussi sur la gestion et les orientations stratégiques des

entreprises. Ils sont à même de proposer un projet industriel utile à l'emploi et utile à l'intérêt général ».

Yannick Nadesan souligne également la bascule opérée par Stellantis, opérateur du site historiquement tourné vers la production de véhicules thermiques. « Si les alternatives efficaces à la voiture sont à promouvoir comme nous le faisons avec notre politique de mobilités, nous continuerons en effet à utiliser des voitures. Et quitte à utiliser des voitures, même si c'est moins et mieux, autant qu'elles soient de plus en plus électriques et de moins



en moins à essence ou diesel. Et quitte à avoir des voitures électriques, autant qu'il y en ait produites en France. Alors rêvons un peu et imaginons que dans quelques années ce soit

sur le territoire de la métropole que soit construite la voiture du futur pour le marché français : électrique, légère et populaire, à un coût accessible au plus grand nombre ».

Rénovation du centre ancien : une action sociale et environnementale

Engagée en 2011 par la Ville de Rennes, le vaste plan de rénovation des immeubles dégradés du centre-ville se poursuit via le renouvellement de l'opération « Rennes Centre Ancien ». Une opération qui conjugue amélioration de l'habitat, préservation du patrimoine historique et lutte contre la précarité énergétique.

Sur les 400 immeubles encore dégradés du centre-ville de Rennes, l'objectif est d'en réhabiliter au moins une centaine d'ici 2030. Claire Lemeilleur, conseillère municipale déléguée au Patrimoine et au Matrimoine, insiste sur la dimension sociale de l'opération : « Nous avons

souhaité déployer des efforts plus importants vers les propriétaires les plus modestes en instaurant une progressivité des aides accordées selon les revenus des ménages. Notre enjeu est de maintenir de la mixité sociale dans le centre-ville, en permettant

aux foyers à faibles revenus de rénover leurs logements et de lutter contre l'insalubrité et les risques d'incendie. Par ailleurs avec l'envolée des prix de l'énergie que nous connaissons, ces aides permettront aussi de réaliser les travaux nécessaires pour lutter contre la précarité énergétique que les foyers les plus modestes subissent plus fortement ».

Dans un moment de très forte tension sur le marché immobilier, réhabiliter des immeubles dégradés dans le centre-ville de Rennes permet



aussi de remettre une plus grande variété de logements sur le marché, un des objec-

tifs du Programme Local de l'Habitat que Rennes Métropole est en train de finaliser.

Rénovation urbaine : 150 millions d'euros supplémentaires pour les quartiers populaires

Aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine, la Ville de Rennes choisit d'investir encore plus que prévu pour améliorer la vie quotidienne des habitantes et des habitants des quartiers populaires, avec en ligne de mire le renforcement de l'offre de service de proximité.

À Villejean, en plus de la construction d'une offre diversifiée de logements neufs et notamment pour les étudiants et les seniors, sont prévus ainsi le maintien de l'antenne de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie qui devait être supprimée, la réali-

sation d'un centre de santé, d'un accueil petite enfance, de locaux associatifs, et du nouveau centre aqualudique.

À Maurepas, ce sont les aménagements de la place du Gros-Chêne, le nouveau Musée des Beaux-Arts, la bibliothèque et là aussi un nouvel

espace petite enfance en plus de la réhabilitation engagée des tours. Dans le quartier du Blossne, en plus de la rénovation globale de la place Jean Normand qui accueillera le marché ainsi que de nombreux commerces, le centre commercial Torigné sera remplacé par une cité artisanale et dès septembre, le pôle associatif Polyblossne ouvrira ses portes aux associations du quartier.

Des investissements massifs et dans tous les domaines



« Nathalie Appéré, Yannick Nadesan et Gladys Grelaud, rue du Bourbonnais à Villejean lors de la signature du 3^{ème} avenant à la convention avec l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ».

de la vie quotidienne : la mobilité, l'éducation, le logement, la santé... pour poursuivre la rénovation de ces trois quar-

tiers rennais et améliorer très concrètement le cadre de vie de leurs habitantes et de leurs habitants.

Contactez vos élu-e-s :

Yannick NADESAN



Adjoint à la Maire, délégué à la Santé
Conseiller métropolitain délégué à l'Agriculture et à l'Alimentation
Président du groupe communiste

y.nadesan@ville-rennes.fr

Iris BOUCHONNET



Adjointe à la Maire déléguée à la Jeunesse, à la Vie étudiante et à la Politique des temps
Conseillère métropolitaine

i.bouchonnet@ville-rennes.fr

Arnaud STEPHAN



Conseiller municipal délégué à la Petite Enfance
Conseiller métropolitain

ar.stephan@ville-rennes.fr

Claire LEMEILLEUR



Conseillère municipale déléguée au Patrimoine et au Matrimoine

c.lemeilleur@ville-rennes.fr

Migrants : Pour un accueil digne en Europe

Le 14 avril dernier a démarré officiellement la collecte de signatures de l'Initiative Citoyenne Européenne portée par la Ville de Rennes et réclamant un accueil digne des migrants en Europe. Objectif : recueillir 1 million de signatures, dans 7 pays européens différents d'ici le mois d'avril 2024.

C'est à la suite des travaux des collégiens de Rosa Parks que cette initiative a vu le jour, dans une ville qui connaît au quotidien les conséquences de l'absence de prise en charge des exilés par l'État. Cette Initiative Citoyenne Européenne veut organiser la solidarité à l'échelle de l'Europe et s'appuie sur deux revendications fortes :

« Rendre contraignantes dans les États membres des normes d'accueil en matière d'alimentation, de santé, de logement, d'éducation et de travail, qui garantissent aux demandeurs d'asile des conditions de vie dignes, comparables dans tous les États » et « Instaurer un nouveau mécanisme de répartition des demandeurs d'asile

dans l'Union européenne, reposant sur leur libre arbitre et sur la solidarité effective entre les États membres ». En d'autres termes, revoir le fonctionnement du règlement de Dublin qui contraint les demandeurs d'asiles à déposer leur demande dans le premier pays européen par lequel ils sont arrivés.

Une initiative qu'a relayé Iris Bouchonnet, adjointe déléguée à la Jeunesse, au conseil municipal du 15 mai, après avoir fustigé les « 4 milliards d'euros de fonds européen qui ont été dédiés à la sécurité intérieure des frontières entre 2014 et 2020, pour ériger des barrières entre

les peuples. Des politiques inhumaines et inefficaces qui transforment nos mers en cimetières et empêche d'organiser un accueil digne de celles et ceux qui veulent simplement trouver la paix dans nos pays ».

Iris Bouchonnet a ainsi rappelé que « la première étape de l'intégration c'est la régularisation. C'est en faisant entrer les personnes exilées dans des parcours de droit qu'elles pourront accéder au travail, au logement, à la vie digne ».

Pour signer l'appel, rendez-vous sur :
<https://dignity-in-europe.com/fr/>



Soutien au journaliste **Mortaza Behboui**

Reconnu par le prix Varenne de la presse quotidienne nationale et le prix Bayeux des correspondants de guerre, le journaliste franco-afghan Mortaza Behboui est détenu arbitrairement par le régime taliban depuis le 7 janvier dernier. Les appels au soutien se multiplient, relayés notamment par Reporters Sans Frontières et les médias nationaux.

C'est dans un Afghanistan qui s'effondre économiquement et socialement depuis le retour des fondamentalistes Talibans en août 2021 que Mortaza Behboui a été arrêté.

Accusé d'espionnage, le journaliste qui a travaillé pour Libération, Médiapart, Arte ou Radio France, le « Reporter des Sans Voix » comme le surnomme Ouest-France et dont les reportages ont été récompensés plusieurs fois, subit la dure répression qui s'abat sur le pays : La moitié des médias y ont fermé, et les arrestations arbitraires des journalistes se

multiplient depuis le retour des Talibans.

Pour alerter et sensibiliser sur la situation en Afghanistan, Le Club de la Presse de Bretagne présente depuis fin mai une exposition coréalisée par Mortaza Behboui et sa consœur Rachida El Azzouzi, journaliste à Médiapart, « À travers l'Afghanistan, sous les Talibans ». Une exposition qui nous plonge au cœur de l'Afghanistan, devenu le seul pays au monde à refuser aux femmes le droit inaliénable à l'éducation en leur interdisant de poursuivre leurs études



après l'école primaire. Privées de liberté d'expression, de droit au travail, à l'éducation, aux soins, elles y subissent un effacement méthodique de la sphère publique.

L'exposition est visible au Club de la Presse de Bretagne, 9 rue Martenot, jusqu'au 21 juillet.

PIMENKIPIK

Le Pen - Poutine : Qui se ressemble s'assemble

À écouter Marine Le Pen se défendre à l'Assemblée nationale devant la commission d'enquête sur les ingérences étrangères on croirait qu'elle nous prend vraiment pour des billes. Non, il n'y aurait eu aucun alignement de l'ex-Front National sur les positions du Kremlin après l'obtention d'un prêt de plus de 9 millions d'euros d'une banque russe à son parti en 2014. Circulez, il n'y a rien à voir.

C'est certainement à l'insu de son plein gré alors si depuis 2014 Marine Le Pen affiche un discours ouvertement pro-russe et pro-Poutine, à la limite de la fascination grotesque. Après tout, elle n'y est pour rien si malgré ses efforts on peut encore retrouver des photos où elle pose tout sourire avec le criminel de guerre. Ses atermoiements sur l'invasion de l'Ukraine n'ont certainement aucun rapport non plus avec l'accord trouvé avec ses créanciers russes en 2020 pour étaler sur plusieurs années le remboursement de la dette de l'ex-Front National. Une coïncidence sûrement.

Après tout, quel serait l'intérêt pour le dictateur russe de financer massivement un parti français au relent fasciste, à l'homophobie assumée, et nostalgique d'un empire passé ? On se le demande effectivement.

Kaktus



Hommage à **Arman Soldin**

Né à Sarajevo en 1991, le journaliste rennais Arman Soldin a perdu la vie le 9 mai dernier lors d'une frappe de roquettes russes près de Bakhmout.

Reporter de guerre pour l'AFP dès le début du conflit en Ukraine, Arman Soldin a passé une partie de son enfance à Rennes où il a laissé

de nombreux souvenirs au lycée Saint-Martin ainsi qu'au Stade Rennais dont il a porté les couleurs jusqu'à ses 16 ans. Sa famille, ses collègues

et ses amis ont salué la mémoire d'un homme souriant, courageux, et d'une incroyable gentillesse.

Nous nous inquiétons d'une remise en cause croissante de la liberté de la presse et nous rendons hommage à Arman Soldin.

Le don de moelle osseuse boosté par l'électro

Moins connu que le don du sang mais tout aussi vital pour les malades, le don de moelle osseuse n'est encore qu'assez peu connu en France en comparaison avec ses voisins européens. À Rennes, l'association Réveille Ta Moelle portée par une fédération de 18 collectifs de musique électronique rennais cherche à sensibiliser le public en mêlant musique électronique et santé publique.

Avec ses 4 000 entrées pour sa 4^{ème} édition, le festival de musique électronique Réveille Ta Moelle qui s'est déroulé en avril au parc du Thabor a rencontré un franc succès. Grâce aux 190 bénévoles et à l'animation musicale des différents collectifs de musique électronique, 250 personnes ont rejoint la liste des inscrits sur le registre national des donneurs volontaires de

moelle osseuse.

Kevin Ollitraut, porte-parole de l'association Réveille Ta Moelle, présente un état des lieux de la situation : « 2 000 malades sont en attente d'un don de moelle osseuse aujourd'hui en France, et 370 000 donneurs sont inscrits sur le registre national », un nombre important mais qui reste malgré tout très loin du compte

quand la chance de compatibilité entre un potentiel donneur et un receveur n'est que de 1 sur 1 million. « Il y a un gros retard en France si on se compare à l'Allemagne où 9 millions de donneurs sont inscrits ou à l'Espagne où les registres en comptent 4 millions. Le don de moelle osseuse est encore trop souvent confondu avec le don de moelle épinière alors qu'il ne nécessite pas d'opération et qu'il s'agit d'un simple prélèvement sanguin ». Un don gratuit et anonyme, et qui reste le seul espoir de guérison pour nombre de patients atteints de maladies du sang.

C'est pour y sensibiliser que l'association s'est créée il y a 4 ans à Rennes, avec la volonté



Credit photo: Nicolas Dequin

« 4^{ème} édition du festival Réveille Ta Moelle »

de lier la musique électronique et la sensibilisation aux dons. Un choix porté par le public recherché des donateurs : toutes

personnes de 18 à 35 ans, en bonne santé.

Pour en savoir plus sur le don de moelle osseuse ou effec-

tuer les démarches d'inscription sur le registre national des donneurs volontaires :

www.dondemoelleosseuse.fr

La Maison des femmes Gisèle Halimi va ouvrir

Du nom de Gisèle Halimi, infatigable militante féministe et anticolonialiste, cette Maison des Femmes sera un lieu de soins, d'accueil et d'écoute ouvert à toutes les femmes victimes de violences et à leurs enfants ; un guichet unique où elles trouveront un appui à la fois médical et social. Elle ouvrira ses portes en septembre 2023, d'abord sur le site de l'Hôpital Sud, avant son déménagement à venir au CHU de Pontchaillou.

C'est un sujet qui mériterait que l'État s'en empare enfin, et correctement, tant les violences faites aux femmes sont encore présentes dans toutes les strates de notre société, et tant elles sont certainement

sous-évaluées. Chaque jour compte son lot de victimes insupportables, et chaque jour apparaît le manque criant de parcours d'accompagnement et de soutien sécurisants accessibles à toutes et tous, et

le manque de mesures fortes liées à la prévention et à la médiation.

Portée par l'ASFAD, association de solidarité rennais, et accompagnée par la Ville de Rennes, la Maison des Femmes proposera des parcours de soins et d'accompagnement adaptés à la réalité des situations des femmes et des enfants qui s'y rendront, appuyés par des professionnels de santé. À elle seule cette Maison des Femmes ne suffira pas à faire disparaître les violences faites aux femmes du jour au lendemain, mais elle fera du

bien à toutes les victimes qui s'y rendront.



« Gisèle Halimi à la Fête de l'Humanité en 2008 »

Au Blosne Enit Tsela lutte pour l'accès aux soins

La désertification médicale ne touche pas que les milieux ruraux, les quartiers populaires subissant eux-aussi les manques de professionnels de santé. Au Blosne, l'ouverture du centre de santé communautaire répond à une demande très forte dans un quartier qui compte six médecins pour 10 000 habitants.

Le centre de santé communautaire du Blosne ne pratique pas de dépassement d'honoraire et systématise le recours au tiers-payant pour garantir l'accès aux soins des plus modestes, dans ce quartier qui affiche le plus faible taux de recours à certaines spécialités médicales. Le centre s'appuie aussi sur la médiatrice de santé Enit Tsela qui lutte chaque jour contre le non-recours aux soins des habitants.

« Quand nous avons construit le projet avec les habitants, nous voulions faire de la réduction des inégalités sociales de santé un axe fort de notre projet », précise Enit Tsela, « le centre de santé était très attendu dans ce quartier où des problématiques de santé importantes peuvent se cumuler pour les personnes vulnérables ». Elle fait sienne la définition de la santé faite par l'OMS : « un état de complet



bien-être physique, mental et social » et en effet, elle oriente souvent des personnes confrontées à des difficultés d'accès au logement ou à l'emploi vers les structures ou associations adaptées à leurs demandes.

Un rôle qui l'emmène au quotidien à la rencontre des habitants éloignés des parcours de soins, pour les amener à pousser les portes de ce centre de santé qui s'est donné une forte vocation sociale.

Édition : Association des élus communistes rennais
Siège social : Maison des Associations
6, cours des Alliés - 35000 RENNES
Email : eluscommunistesrennais@orange.fr
Site : www.eluscommunistesrennais.org
Directeur de publication : Yannick Nadesan
Impression : IMPRAM Cavan
N°ISSN : 2119-3088

PIMENT ROUGE
JOURNAL DES ÉLUS COMMUNISTES RENNAIS

Éducation Nationale : Guislaine David, une enseignante face aux ministres

Il ne s'agit pas de la première interview pour celle, rompue à l'exercice, qui s'est habituée à défendre sa vision de l'école dans les médias. Enseignante dans une école de Tinténiac, Guislaine David bénéficie d'une décharge syndicale le temps d'assumer ses responsabilités militantes, et notamment son mandat de co-secrétaire générale du SNUipp-FSU. Portrait d'une syndicaliste dont le parcours militant l'a amenée à Paris, directement devant les ministres concernés.

À Tinténiac, Guislaine David appréciait la taille humaine de l'école où elle enseignait. Une proximité qui permettait un fonctionnement collectif de l'équipe pédagogique et des liens plus forts avec les élèves et les parents.

Plutôt portée sur des tranches d'âges plus jeunes, elle aime la pluridisciplinarité et la polyvalence attendue du métier d'institutrice. Son poste, qu'elle affectionne, elle sait qu'elle le retrouvera une fois ses responsabilités syndicales remplies.

Depuis le début de son mandat syndical elle alterne

entre ses responsabilités parisiennes et sa vie près de Rennes où elle retrouve sa famille pour respirer un peu. Quand elle nous explique que son mandat a commencé en 2020 pendant la pandémie mondiale, on comprend pourquoi : « On découvrait les protocoles à mettre en œuvre dans les écoles via BFM-TV où notre ministre de tutelle Jean-Michel Blanquer faisait ses annonces la veille pour le lendemain ».

Une méthode particulière propre à un ministre dont elle ne garde pas un très bon souvenir tant il cristallisait la colère du monde enseignant.

PRIORITÉ DES ENSEIGNANTS : CRÉATIONS DE POSTES ET HAUSSES DES SALAIRES

Guislaine David décrit un ministre profondément antipathique pour qui les syndicats ne devaient pas exister. « Les premiers contacts ont tout de suite été difficiles. Il venait nous expliquer ce que nous devions faire, à savoir dire du bien de son action de ministre et pour le reste, il ne nous sollicitait pas ». Un mépris qui devient très rapidement réciproque tant la



porte du dialogue social est longuement restée fermée.

Son successeur au ministère, Pap Ndiaye, a soulevé quelques espoirs de la communauté enseignante. « Tout le monde était surpris de la nomination d'un chercheur en Histoire à ce poste, et nous nous sommes dit que les choses pouvaient changer. Un ministre à l'écoute du monde enseignant ça nous faisait du bien sur le moment ».

Des espoirs rapidement déçus. Guislaine David est lapidaire à son sujet : « Il lit les fiches préparées par son cabinet, en lien direct avec Matignon et l'Élysée. Il apprend par cœur ses fiches et les récite de la même manière peu importe l'interlocuteur, qu'il s'agisse de journalistes, syndicalistes, députés... ».

Une déception qui ne fait pas de bien à une communau-

té enseignante que Guislaine David juge en mauvais état. Élue du personnel au début de sa carrière d'enseignante, elle connaît bien l'attachement des enseignants à leur vocation et au travail qu'ils font avec les élèves malgré le manque flagrant de reconnaissance du métier. Ce qui la pousse à demander inlassablement à ses interlocuteurs ministériels des nouvelles créations de postes et des revalorisations salariales, d'autant plus quand elles ont été promises.

QUE L'ÉCOLE DONNE LE PLUS AUX ÉLÈVES AYANT LE MOINS

Qu'elle soit en réunion avec les ministres ou sur les plateaux téléés, Guislaine David défend sa vision d'une école qui doit permettre à toutes et tous de réussir.

« Je veux que l'école donne le plus aux élèves ayant le

moins parce que les enfants issus de milieux favorisés pourront toujours compenser les manques de l'école par d'autres moyens. Les enfants ont besoin de l'école pour devenir des citoyens libres, éclairés, capables d'agir dans le monde et à ce titre les programmes ne peuvent pas se résumer simplement à des cours de maths et de français ».

Son mandat syndical prendra fin dans 2 ans, après quoi elle retrouvera les salles de classes de Tinténiac ou d'ailleurs dans le département. Pour autant elle n'a pas prévu d'arrêter de militer, et continuera son engagement sous d'autres formes, « Ça me manquerait de ne plus me mobiliser pour une société plus juste ».

Pour l'heure elle doit se préparer, elle a rendez-vous le lendemain avec Stanislas Guérini, Ministre de la Transition et de la Fonction publiques de France.



Soutenez « Piment Rouge »

Pour pouvoir continuer d'exister, « Piment Rouge » a besoin de votre soutien !

Vous pouvez libeller votre chèque à l'ordre de « Association des élus communistes rennais » et l'envoyer à l'adresse suivante : Maison des associations, 6 cours des Alliés, 35000 Rennes.

Nom /prénom :

Adresse :

Adresse électronique :

Un numéro de « Piment Rouge » coûte environ 8000 €. Nous ne bénéficions pas d'aides et nous n'avons aucune recette publicitaire.

Votre aide nous est précieuse.



Pour tout chèque de 20 € ou plus,

un SAC BANANE

à l'effigie du journal vous sera envoyé